



Conseil économique et social

Distr. générale
6 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs
stratégiques, mesures à prendre dans les domaines
critiques et nouvelles mesures et initiatives

Déclaration présentée par Training for Women Network, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution [1996/31](#) du Conseil économique et social.



Déclaration

Comme l'a reconnu le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans un rapport sur sa contribution à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, l'objectif de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes est un problème transversal qui est pertinent dans la réalisation de tous les objectifs.

Les sciences, la technologie et l'innovation peuvent être des outils pour accélérer la réalisation des objectifs qui ont été l'objet d'un accord international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement. La technologie, par exemple, peut faciliter les efforts pour éradiquer la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire, combattre la maladie, améliorer l'éducation et relever les défis du réchauffement climatique. Le fait que les femmes commencent à avoir des emplois dans les mondes des sciences, de la technologie et de l'innovation est un indicateur fort de leur intégration à l'économie de marché. Comme les femmes bénéficient de plus en plus d'un revenu régulier, elles sont plus à même de devenir plus autonomes, et de compter davantage sur elles-mêmes au sein du foyer et dans leur développement personnel, ainsi que dans le pouvoir de prise de décision.

Il est largement reconnu que les femmes restent le groupe le moins représenté en ce qui concerne l'entreprise et l'innovation. L'Irlande du Nord est loin au-dessous des chiffres de l'Union européenne pour les activités entrepreneuriales. Les femmes représentent un vivier sous-exploité de potentiel et de diversité et sont un incubateur de plus grande créativité et d'innovation. De plus, en nombre suffisant, les femmes attireront d'autres femmes comme des aimants et apporteront du changement social. Le magazine *The Economist* suggère que les femmes sont la force de travail la plus importante et la moins reconnue pour la croissance économique dans le monde et ont contribué davantage à l'expansion de la croissance mondiale à la fois que les nouvelles technologies et que les marchés émergents de la Chine et de l'Inde.

Une époque de difficultés économiques nous offre une possibilité de prendre courageusement une nouvelle approche et de construire un modèle économique différent. La société islandaise dirigée par des femmes, Audur Capital, dont les directrices ont dénoncé la prise de risque excessive par les institutions financières, reconnaissent les faits que de plus en plus d'études montrent que les compagnies appartenant aux femmes ou dirigées par elles sont plus productives à long terme et que les entreprises peuvent utiliser la responsabilité sociale, éthique et environnementale à leur avantage.

L'éducation des enfants et l'emploi doivent être clairement liés. L'éducation des enfants en tant qu'emploi doit être le cadre de toute stratégie pour l'éducation des enfants comprenant l'éducation des enfants et la santé. Les gouvernements doivent s'engager à œuvrer pour atteindre l'objectif d'une éducation universelle de bonne qualité, accessible et abordable, pour tous les enfants jusqu'à 14 ans.

Un augmentation de la participation des filles dans l'éducation peut mener à l'élimination des frais de scolarité; à l'allocation appropriée des budgets entre l'éducation primaire, secondaire et supérieure; à des capacités renforcées à tous les niveaux des systèmes éducatifs à développer et mettre en place des politiques éducatives en faveur de l'égalité entre les sexes; et à améliorer la qualité de l'éducation.

Selon l'Organisation Internationale du travail, l'inégalité entre les hommes et les femmes dans les domaines des sciences et des technologies est liée à des rôles et des attitudes qui différencient les hommes et les femmes dans les différentes sociétés, qui sont visibles à la fois dans les pays développés et les pays en développement, et qui encouragent les filles à faire des études plus « féminines ». Au Royaume-Uni, il demeure des attitudes traditionnelles et des stéréotypes autour des chemins éducatifs des femmes et des filles. C'est particulièrement visible dans la sous-représentation des femmes dans les sciences, la technologie, l'ingénierie, et les mathématiques, ce qui a un impact direct non seulement sur la différence des salaires liée au sexe, mais aussi sur le manque de modèles qui encourageraient les femmes et les filles à étudier ces matières, comme le mentionnent des rapports de la Commission de la condition de la femme lors de sa cinquante-cinquième session.

Selon le *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement de 2013*, les données suggèrent que les femmes dans les régions en développement sont plus susceptibles que les hommes de travailler comme membre de la famille dans les fermes, que dans les industries associées aux sciences, à la technologie et aux innovations, qui offrent de meilleures perspectives de sécurité et de prestations sociales.

Il reste encore du travail à fournir pour s'attaquer à la discrimination continue dont les femmes font l'objet et qui rend plus difficile pour elles l'accès à l'emploi formel et la capacité à rester employées. Malgré les recommandations du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1999, 2008 et 2013, il n'y a toujours pas de stratégie nationale unifiée pour mettre en œuvre la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes au Royaume-Uni, dans ses territoires outre-mer et dans les domaines de travail couverts par son travail de développement international. Training for Women Network s'inquiète de ce qu'il n'y ait peut-être pas suffisamment de développement d'engagement et de leadership, de coordination de stratégies et de suivi systématique des résultats pour s'assurer que les obligations imposées par la Convention soient mises en œuvre, et ces incohérences géographiques pourraient être un frein aux progrès généraux pour la réalisation des droits qui y sont garantis, ce qui aurait un impact négatif sur les indicateurs qui marquent les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il existe des lois sur l'égalité et les droits de l'homme mais elles ne comprennent pas toujours d'informations spécifiques interdisant la discrimination à l'égard des femmes.

En 2008, la conférence de l'Organisation internationale du travail sur les compétences pour une productivité accrue, la croissance de l'emploi et le développement a conclu que les politiques de formation et les programmes visant à améliorer la productivité et les possibilités d'emploi doivent assurer l'égalité des chances, l'absence de discrimination et doivent prendre en compte les obligations familiales et domestiques. Une approche de cycle de vie doit être adoptée en vue de relever les défis auxquelles les femmes font face pour accéder à l'éducation et à la formation et utiliser cette formation pour accéder à de meilleurs emplois. Cela comprend : améliorer l'accès des filles à l'éducation élémentaire; dépasser les barrières logistiques, économiques et culturelles aux programmes d'apprentissage et à la formation professionnelle et dans le secondaire, en particulier en ce qui concerne les postes non traditionnels; prendre en compte les responsabilités familiales et domestiques des femmes dans l'organisation de formation

professionnelle et d'entrepreneuriat; et répondre aux besoins de formation des femmes qui rentrent de nouveau dans la marché du travail et des femmes plus âgées qui n'ont pas eu d'égalité des chances en terme d'apprentissage tout au long de leur vie. Ces recommandations sont essentielles à la réalisation de nombreux indicateurs associés aux objectifs du Millénaire pour le développement.

La participation des femmes à la prise de décision politique est limitée par les préjugés, les responsabilités liées à la famille, le manque de mécanismes de soutien familial et les horaires et les conditions inadaptées. Ces problèmes plus larges doivent être pris en compte pour atteindre l'autonomisation des femmes.
